

IMPACT DE LA BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES SUR L'UEMOA DE 1996 À 2002

Béhou Ingrid Stéphanie KOPRE

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan

kopreingrind@gmail.com

Résumé

L'objectif principal du présent article est d'analyser la contribution de la BRVM dans le développement économique de la zone UEMOA. Pour y arriver, l'étude a débuté par une recherche documentaire suivie d'une phase d'entretiens à la bourse régionale et dans les structures faisant partie de l'écosystème du marché régional. Les informations recueillies ont été confrontées entre elles pour effectuer les recoupements nécessaires. Dans l'ensemble, la présente étude a produit des répercussions sur les connaissances de la BRVM dans la progression économique de l'UEMOA. Il faut retenir que face au manque de culture boursière observé dans la zone monétaire, il était nécessaire de faire au préalable une sensibilisation afin de montrer l'importance des investissements en bourse. Ces actions ont conduit à l'augmentation du nombre de sociétés cotées qui est passé de 34 sociétés en 1998 à 36 sociétés en 2002. En plus de cela, elle a enregistré dix nouvelles lignes obligataires. Un intéressement de la population vis-à-vis du marché régional à travers l'augmentation des séances de promotion du marché et la délivrance des cartes professionnelles est à encourager. Toutes ces activités ont influencé positivement le développement économique des pays de la zone UEMOA.

Mots-clés : BRVM, UEMOA, développement, investissements.

Abstract

The main purpose of this article is to analyse the contribution of the BRVM in the economic development of the WAEMU area. To achieve this, the study began with documentary research followed with a stage of interviews at the regional stock exchange and at the structures that are part of the regional market ecosystem. The information collected was compared with each other in order to carry out the necessary cross-checks. Overall, this study has had an impact on the BRVM knowledge in the economic progress of WAEMU. It should be borne in mind that, in face of the lack of stock market culture observed in the monetary area, it was necessary to raise awareness beforehand in order to show the importance of the investment on the stock exchange. These actions led to an increase of the number of listed companies from 24 in 1998 to 36 in 2002. In addition to that, it has registered ten bondholders. Populations should be encouraged to be interested in the regional market by increasing the market promotion sessions and issuing professional cards. All these activities have had a positive influence on the economic development of WAEMU countries.

Key-words: BRVM, WAEMU, development, investment

Introduction

Le 10 janvier 1994 à Dakar (Bakayoko, 2014, p.5), au Sénégal, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Afrique de l'Ouest ayant en commun l'usage du franc CFA (Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo auxquels s'est ajoutée la Guinée-Bissau à partir de 1997) signaient un traité pour l'instauration de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Dans le souci de consolider ce socle commun qui leur a servi de tremplin en vue d'une approche globale d'intégration économique de toute la zone, ils décidèrent de la création d'un marché financier structuré (actions et obligations) au sein de la zone. C'est dans cette optique que la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été mise en place. Elle constitue le meilleur moyen de mobilisation de l'épargne et de financement de l'économie (Coulibaly, 1997, p.4) au niveau de la sous-région. Elle a été conçue comme un outil d'intégration venant compléter les marchés interbancaires et monétaires. Elle s'est donc substituée à la Bourse des Valeurs d'Abidjan (BVA) en octobre 1997, qui avait été mise en place en 1973. Cette substitution était en phase avec le traité constitutif de l'UOEA en 1973, qui prévoyait la mise en place d'un marché financier régional. C'est la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui était chargée de mener toutes les diligences requises jusqu'à la mise en place des structures nécessaires au démarrage des activités du marché financier régional. Le rôle de la BCEAO a consisté en dehors de l'organisation des structures du marché, à mobiliser les financements extérieurs auprès des institutions internationales.

Ainsi, les missions de service public confiées à la BVA, par les dispositions de la loi n°89-814 du 19 juillet 1989 relatives à l'organisation du marché des valeurs mobilières ont été transférées au CREPMF et à la BRVM. Depuis le 16 septembre 1998 (Gooré, 2013, p.17), la BRVM est en activité. Son siège social est à Abidjan en Côte d'Ivoire avec des agences nationales dans les capitales des autres Etats de l'UEMOA. L'objectif du marché régional est de permettre aux investisseurs des pays membres de placer sur un marché organisé et réglementé leur épargne par le biais de valeurs mobilières émises par des opérateurs privés ou publics originaires d'un pays membres de l'UEMOA. Il compte également aider à relever le taux d'épargne par la diversification des

produits financiers et à renforcer la structure financière des entreprises en leur facilitant la mobilisation des capitaux longs par la réduction des coûts d'intermédiation financière (Nguimeya, 2009, p.10). Dans un sens général, la bourse est un lieu de rencontre entre les investisseurs (Tho, 2009, p.5) (institutionnels, particuliers, entreprises, banques...ayant des liquidités à investir contre une certaine rémunération) d'une part, et les entreprises à besoin de financement d'autre part.

L'année 1996, marque la date de création de la bourse régionale mais celle-ci débute ses activités proprement dites en 1998 et l'année 2002 met en exergue la vulgarisation des campagnes de promotion de la bourse. Depuis sa mise en place, le marché régional s'est attelé à mener des activités en vue d'emmener les populations à investir et par ricochet à aider au relèvement du niveau économique des Etats de la zone monétaire. Raison pour laquelle, il convient de poser la question suivante : Quel est l'apport de la BRVM dans le développement économique de l'UEMOA ? L'objectif est d'analyser l'impact de la mise en place de la BRVM dans le développement économique de la zone UEMOA. Pour y arriver, l'étude a débuté par une recherche documentaire suivie d'une phase d'entretiens à la bourse régionale et dans les structures faisant partie de l'écosystème du marché régional. Les informations recueillies ont été confrontées entre elles pour effectuer les recoupements nécessaires. De ces recherches, le présent article s'articule autour de trois axes majeurs. Le premier concerne le démarrage des activités de la bourse à partir d'octobre 1998. Le deuxième s'intéresse à l'amélioration des rapports entre la BRVM et l'UEMOA. Le troisième met en évidence les retombées des investissements en bourse.

1. Le démarrage des activités de la bourse à partir d'octobre 1998

Dès sa mise en place, les acteurs du marché financier régional ont commencé des sensibilisations en vue d'encourager l'investissement sur le marché. Le travail, à ce niveau, consiste à mettre en exergue la situation du marché financier régional et les activités organisées par la bourse au sein de l'UEMOA dès ses débuts. Face au manque de culture boursière observé au sein de la zone Franc, il était nécessaire de faire une sensibilisation afin de montrer les aspects positifs des investissements sur le nouveau marché régional.

1.1 La situation financière de la bourse en 1998

Dès ses débuts, la BRVM a hérité des sociétés de la BVA qui constituaient déjà pour elle un socle dès l'entame de ses activités. Il s'agit de sociétés déjà en cotation classées par secteur d'activités et des obligations émises par les Etats ou les entreprises privées.

En héritage de la BVA, la bourse régionale a bénéficié d'un socle d'entreprises et de lignes obligataires étant déjà en activité sur le marché. Certaines parmi elles possédaient un capital nominal élevé. Le tableau n°1, ci-après, du marché des actions montre déjà l'intéressement des populations vis-à-vis de ce marché.

Tableau n°1 : Marché des actions en 1998

SECTEUR	SOCIETES	CAPITAL NOMINAL DE LA SOCIETE	NATIONALITE
INDUSTRIE	SICABLE CI	740 000 000	Côte d'Ivoire
	CEDA CI	461 000 000	Côte d'Ivoire
	FILTISAC CI	8 814 838 000	Côte d'Ivoire
	NEI CI	134 000 000	Côte d'Ivoire
	NESTLE CI	5 517 600 000	Côte d'Ivoire
	CROWN SIEM CI	1 889 220 000	Côte d'Ivoire
	SAGECO CI	40 847 844	Côte d'Ivoire
	SIVOA CI	873 400 000	Côte d'Ivoire
	SOLIBRA CI	4 110 080 000	Côte d'Ivoire
	SMB CI	1 218 000 000	Côte d'Ivoire
	SITAB CI	4 488 750 000	Côte d'Ivoire
	TRITURAF CI	2 600 000 000	Côte d'Ivoire
	UNILEVER CI	8 053 000 000	Côte d'Ivoire
	UNIWAX CI	3 750 000 000	Côte d'Ivoire
SERVICES PUBLICS	SITAB CI	4 488 750 000	Côte d'Ivoire
	CIE CI	14 000 000 000	Côte d'Ivoire
	SODE CI	4 500 000 000	Côte d'Ivoire
FINANCES	SONATEL SN	50 000 000 000	Sénégal
	BICI CI	16 666 670 000	Côte d'Ivoire
	BANK OF AFRICA BN	8 000 000 000	Bénin
	SAFCA CI	1 299 160 000	Côte d'Ivoire
	SGBCI	15 556 000 000	Côte d'Ivoire
TRANSPORTS	SDV-SAGA CI	10 887 060 000	Côte d'Ivoire
	SIVOM CI	2 000 000 000	Côte d'Ivoire
AGRICULTURE	PH CI	1 000 000 000	Côte d'Ivoire
	SICOR CI	1 500 000 000	Côte d'Ivoire
	SOGB CI	21 601 840 000	Côte d'Ivoire

	SAPH CI	14 593 620 855	Côte d'Ivoire
DISTRIBUTION	BERNABE CI	1 656 000 000	Côte d'Ivoire
	CFAO CI	5 563 990 000	Côte d'Ivoire
	SHELL CI	3 150 000 000	Côte d'Ivoire
	SARI CI	1 355 480 000	Côte d'Ivoire
	TOTAL CI	20 954 000 000	Côte d'Ivoire
AUTRES SECTEURS	SETAO CI	672 000 000	Côte d'Ivoire

Source : BRVM(1998), *Bulletin Officiel de la Cote*, BRVM, Abidjan, pp.2-3.

Au regard des données du tableau n°1 ci-dessus, il ressort que la BRVM a essentiellement hérité de sociétés situées en Côte d'Ivoire. Seuls le Bénin et le Sénégal avaient des sociétés cotées sur le marché. Et ces sociétés cotées avaient des capitaux élevés.

Le plus grand capital nominal est du domaine des services publics à travers la SONATEL (Sénégal) avec 50 000 000 000 FCFA comme capital. En plus d'être une société qui s'est perfectionnée au fil du temps, sa cotation en bourse vient l'aider à atteindre d'autres niveaux en l'occurrence sa promotion à l'échelle internationale qui est suivie de l'augmentation du nombre des investisseurs. Il existe également des sociétés dont le capital nominal n'est pas très élevé mais qui sont cotées en bourse, à savoir : SAGECO CI du compartiment industrie avec 40 847 844 FCFA comme capital. Cela montre l'accessibilité de la bourse à tous les investisseurs de toutes catégories.

Toutefois, un travail important doit être mené en vue d'amener toute la région à investir sur ce nouveau marché financier, car, force est de constater la prédominance des entreprises ivoiriennes sur ce marché. Cette situation est un facteur de déséquilibre pour la zone Franc. De même, étant donné que nous sommes au début des relations BRVM-UEMOA, les entreprises qui ne s'étaient pas encore engagées dans ce type de recherche de capitaux se tournent vers ce marché car il est bénéfique pour les investisseurs et pour les entreprises cotées.

Le marché obligataire est un marché qui est en activité également. Près de 13 émissions d'obligations dont certaines étatiques et d'autres privées. Ce marché est un moyen beaucoup utilisé par les Etats pour la mobilisation des moyens financiers afin de rehausser le niveau économique de certaines structures étatiques ou de créer des infrastructures.

La mise en place du marché régional relevait de certains objectifs que la zone UEMOA s'était assigné. Dans la suite de l'article, l'accent est mis sur les différentes sources de financement qui existaient dans la zone UEMOA. Les différentes capitalisations boursières de la BRVM en 1998 composées des deux indices boursiers sont énoncées dans le tableau n°2 qui suit :

Tableau n°2 : Capitalisation boursière en 1998

INDICES BOURSIERS	CAPITALISATION BOURSIERE
BRVM 10	656 988 468 400
BRVM COMPOSITE	1 018 933 880 070

Source : BRVM (1998), *Bulletin Officiel de la Cote*, BRVM, Vol 001, n°044, Abidjan, p.1.

Les indices boursiers de la BRVM sont le BRVM 10 et le BRVM Composite. La capitalisation du BRVM 10 est plus de la moitié de celle du BRVM Composite. Le BRVM Composite constitue toutefois une part très importante du marché car il fait 1 018 933 880 070 de la capitalisation boursière du marché. Le BRVM 10 regroupe les 10 valeurs les plus actives et est révisé trimestriellement. Il est constitué essentiellement de SGBCI, FILTISAC CI, NESTLE CI, SDV CI, SICABLE CI. Le BRVM Composite regroupe toutes les valeurs cotées y compris celles du BRVM 10.

En 1998, le produit le plus sollicité était celui des actions. Le nombre de SGI était de 14 dont la moitié était en Côte d'Ivoire. Il n'y avait pas encore de SGI au Niger et en Guinée Bissau. Rappelons que les SGI sont les intermédiaires entre la bourse et la population. C'est par elles que l'on peut ouvrir des comptes-titres en vue d'acheter des actions. La quasi-totalité de l'UEMOA a une SGI. Cela montre l'importance capitale pour la BRVM de faire de la population de la zone monétaire des actionnaires. La promotion du marché devient une nécessité en vue pour faire connaître les avantages de l'investissement dans la BRVM.

1.2 La promotion du marché

Dès l'entame de ses activités et dans le souci de faire croître le pourcentage d'investisseurs sur le marché financier régional, la BRVM s'est attelée à organiser des rencontres en vue d'informer les populations sur ses activités ; d'encourager les Etats à y lever les fonds pour la réalisation de leurs infrastructures et même comme moyen de privatisation des entreprises. Le marché boursier a été mis en place dans le but d'aider au développement économique des Etats de la sous-région et également dans le prolongement de la promotion de la culture boursière qui est en perspective au niveau international, d'où la nécessité pour les Etats africains de s'inscrire dans ce moyen de mobilisation de financement. Ces rencontres initiées concernaient les chefs d'Etats, les chefs d'entreprises, les médias et même la jeunesse en l'occurrence les étudiants qui constituent la classe la plus importante des populations des différents pays. Si les jeunes s'y intéressent, c'est que la relève au niveau de l'investissement et au niveau des métiers se rapportant à la finance est assurée.

Ces rencontres avaient pour but de renseigner les potentiels candidats à la cotation en bourse sur les différentes conditions à remplir avant de se faire coter ; car un marché est régi avant tout par des règles et des conditions qu'il faut remplir et des procédures à suivre obligatoirement. Des conditions édictées pour les entreprises en fonction de leurs catégories même s'il convient de souligner la primauté de l'Etat au niveau des APE pour les obligations. Face aux défis de construction ou de réhabilitation des infrastructures, les gouvernements ont la latitude de lever des fonds à travers le marché des capitaux, ce qui leur permet d'avoir les moyens nécessaires pour la mise en œuvre des différents projets. Cela est sans doute bénéfique également aux investisseurs en ce sens que cela leur permet de prêter de l'argent à l'Etat, à proprement dire, et de gagner des pourcentages qui varient en fonction des obligations émises. Ces journées de sensibilisation et de promotion de la culture boursière sont multipliées au sein de toute la zone monétaire. Bien vrai que le siège se trouve à Abidjan, cette bourse est l'émanation de huit (8) Etats et toutes les actions posées à l'encontre des populations sont matérialisées au sein de chaque pays. Ces stratégies d'entame sont très suivies car elles constituent les premiers contacts de la bourse avec sa zone de prédilection. Toutes les stratégies de rencontres avec les

différentes catégories de personnes sont respectées afin qu'aucune classe sociale ne soit mise à l'écart.

Le démarrage des activités du marché financier régional n'a pas été appuyé par des actions d'éducation ni de formation. La diffusion de la culture boursière s'est soldée par des canaux de sensibilisation en l'occurrence la mise en place des clubs. Des clubs d'investissement ont vu le jour ainsi que des associations. A travers ces clubs, des formations sur le marché boursier sont données, ce qui emmène toute personne intégrant ces structures à avoir une éducation financière. Le marché financier constitue, pour plusieurs, un nouveau moyen d'investissement dont plusieurs ignorent l'existence et les processus d'investissement. C'est dans cette lancée, que des structures ont émergé notamment dans les milieux estudiantins, dont, l'Association des Etudiants des Etudes Comptables Supérieures (AE ECS) (Bah, 2002, p.2). Elle a organisé de février à juin 2002 un jeu concours dénommé Junior Bourse Challenge (JBC). Un jeu de simulation boursière sur internet étendu à l'ensemble des pays de l'UEMOA, qui avait pour but de vulgariser les techniques boursières en milieu estudiantin et de promouvoir les professions boursières.

Il s'agissait également de sensibiliser les étudiants à l'épargne en bourse et inciter les acteurs du marché au développement de thèmes de recherche sur la BRVM en milieu estudiantin. Le lancement eu lieu à Abidjan en présence de Georges N'Dia Coffi, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire, de Bah Amadou Tidiané, responsable de l'antenne nationale de BRVM et de nombreux étudiants. La mobilisation autour du jeu a entraîné l'inscription de plus de 200 équipes d'étudiants. Ce jeu a été non seulement une occasion pour les jeunes participants de s'imprégner des notions et techniques boursières, mais les joueurs sont également des futurs responsables chargés soit de prendre des décisions d'introduction de leurs sociétés en bourse, soit d'intervenir comme la BRVM, des SGI, soit de préparer en tant que responsables financiers l'entrée en bourse de leurs entreprises (Bah, 2002, p.2). En plus de toutes ces promotions à travers les jeux-concours organisés, le régulateur a pris des décisions en vue de permettre à toutes les catégories sociales de se sentir concernées par ce marché et d'y investir massivement. Toutes ces actions améliorent la connaissance des populations sur le marché financier régional.

2. Amélioration des rapports entre la BRVM et l'UEMOA

L'étroite influence de la BRVM sur l'UEMOA et l'évolution de la zone monétaire sont les deux axes de cette partie.

2.1. Etroite influence de la BRVM sur l'UEMOA

Un an et demi après le démarrage effectif de ses activités, la BRVM a affiché une feuille de marché comprenant 38 titres cotés sur le compartiment des actions et 21 lignes obligataires. L'entrée sur le marché de la Société Nationale des Télécommunications du Sénégal (SONATEL) est venue donner le coup d'envoi de l'introduction en bourse de la sous-région. C'était la première valeur enregistrée dans la zone UEMOA par la BRVM. Confrontée à des difficultés de trésorerie, la Côte d'Ivoire y a recouru pour lever auprès des populations des pays membres de l'UEMOA, 30 milliards de FCFA au cours du dernier semestre de l'année 1999. La BOAD, la SGBCI, la BICICI, les brasseries du Burkina-Faso, du Mali, du Bénin et de Côte d'Ivoire sont toutes intervenues également sur le marché des obligations pour mobiliser les capitaux dont elles avaient besoin pour financer leurs investissements. Un accroissement du nombre de sociétés cotées est observé. De 34 sociétés cotées en 1998, l'on passe à 36 en 2002. C'est tout un processus de mobilisation pour amener toute la zone UEMOA à s'impliquer véritablement sur le marché financier régional. Cette mobilisation commence à porter déjà des fruits, vu les résultats constatés au niveau de l'augmentation du nombre des sociétés cotées.

Toutes ces actions viennent renforcer le capital du marché financier régional. La capitalisation boursière qui fait référence à la valeur totale des actions ordinaires et privilégiées en circulation d'une société cotée en bourse sur le marché libre. Elle fait montre de la valeur de ce marché. L'intéressement de la population vis-à-vis de la bourse se reflète également à travers les sociétés de gestion qui prennent de plus en plus d'ampleur. Ce qui démontre du dynamisme de la situation économique de l'UEMOA.

2.2. Evolution économique dans la zone UEMOA

Concernant les activités du marché, le marché primaire a enregistré un bon niveau d'activité. Le volume des opérations autorisées par le

Conseil Régional se chiffre à 77,6 milliards de FCFA, soit plus du quadruple du niveau atteint en 2000. Il s'agit essentiellement d'émissions obligataires, les opérations de privatisation ayant été réalisées, pour la plupart, hors du marché financier. Soulignons que plus le niveau des transactions augmente au niveau de la BRVM, cela voudrait dire qu'il y a plus d'investissements sur le marché ; le nombre des actionnaires augmente et la culture boursière prend de la proportion dans la zone monétaire. Pour le marché boursier, la tendance défavorable observée en 2000, s'est poursuivie au cours de cet exercice. Néanmoins, ce contexte difficile n'a pas empêché la réforme du mode opératoire qui a permis en novembre 2001 le passage à la cotation quotidienne. Le PIB brut de l'UEMOA a progressé de 2,9% contre 0,9% un an auparavant. Le tableau n°3 donne un aperçu de l'évolution des taux de croissance en 2001.

Tableau n°3 : Évolution des taux de croissance économique dans les pays de l'UEMOA

Pays de l'UEMOA/ Années	2000	2001
Bénin	5,8%	5%
Burkina-Faso	2,2%	5,7%
Côte d'Ivoire	-2,3%	-0,9%
Guinée-Bissau	7,5%	0,2%
Mali	3,7%	6,2%
Niger	1,4%	5,1%
Sénégal	5,6%	5,6%
Togo	-0,9%	2,7%

Source : CREPMF (2001), *Rapport annuel*, CREPMF, Abidjan, p.6.

Une légère augmentation du PIB est constatée au niveau de certains pays tels que le Burkina-Faso, le Mali et le Togo. Par contre, d'autres ont vu leur PIB rester statique ; c'est le cas du Sénégal, par exemple. Le marché boursier ne contribue pas à lui seul au taux de croissance des différents pays. Il est donc important de souligner qu'il représente un élément central du fait qu'il constitue l'instrument de développement des sociétés, de la réalisation des infrastructures et donc par ricochet du progrès de l'économie.

Le marché financier régional de l'UEMOA a également clôturé en hausse. Ainsi, l'indice de référence, le BRVM 10 est passé de 77,27 en 2000 à 84,11 en 2001, soit une progression de 8,85%. L'indice BRVM composite est ressorti à 75,03 au 31 décembre 2001 contre 74,76 à la même date de l'année précédente, soit une légère hausse de 0,36%.

En plus du taux économique qui a commencé à prendre de la valeur, un certain intérêt des populations concernant l'investissement sur le marché est observé. Au cours de l'année 2001, le Conseil Régional a agréé deux sociétés de gestion d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) que sont : Opti Asset Management et Compagnie Générale de Finances et de Gestion S.A. (CGF Gestion). Le Conseil Régional a autorisé, en 2001, la réalisation de 22 opérations sur le marché financier pour un montant total de 77 635 Millions de FCFA contre 17 135 Millions de FCFA de l'exercice précédent. Les émissions obligataires se sont chiffrées à 67 686 750 000 Milliards de FCFA et les opérations sur titres de capital à 20 196 Millions de FCFA. Le CREPMF a autorisé, en 2001, 13 émissions obligataires pour un montant global de 57 439 Millions de FCFA. Le marché obligataire est de plus en plus sollicité. Après toutes ces actions posées, il convient de noter les retombées au niveau des entreprises et des investisseurs.

3. Les retombées des investissements en bourse

Deux sous-points retiendront notre attention : les avantages des entreprises et des investisseurs d'une part et la BRVM, source de mobilisation de revenus et source d'emplois d'autre part.

3.1. Les avantages pour les entreprises et les investisseurs

Au niveau des entreprises, c'est d'abord une source de capitaux permanents et ultérieurs. La plupart des entreprises choisissent d'émettre des actions, du fait qu'elles ne coûtent quasiment rien dans la mesure où ce mode de financement n'exige en soi, aucune rémunération définie à l'avance. Cependant, les investisseurs s'attendent à recevoir des dividendes qui sont une redistribution du résultat de la société. Ainsi, tant que les sociétés cotées restent rentables et que la valeur de leurs titres augmente, la bourse soutient leurs ambitions. Dans le même temps, les investisseurs sont satisfaits et conservent leurs titres. Les sociétés peuvent par la suite plus

facilement augmenter leur capital en attirant d'autres investissements par l'émission de nouveaux titres pour poursuivre leur développement.

L'un des atouts majeurs des sociétés présentes à la BRVM est l'assurance de pérenniser l'entreprise contre la dissolution ou l'éclatement de la société suite au départ d'un actionnaire majoritaire, pour autant qu'elle soit rentable. De nouveaux partenaires peuvent facilement se substituer aux partants par le biais du marché financier.

Ensuite, un soutien à la croissance. La stabilité des sources de financement qu'offre le marché financier aux entreprises de par la facilité d'accès aux investisseurs concourt, avec le financement adéquat des investissements à un soutien de la croissance des entreprises.

Enfin, c'est la notoriété et la crédibilité accrues pour l'entreprise. En émettant une offre publique de vente de titres, l'entreprise bénéficie, dans le même temps, d'un moyen privilégié de publicité et de communication. Par la publication de ses résultats trimestriels et annuels dans les pages financières de la presse ou les bulletins officiels de la bourse, la société ainsi que ses produits font l'objet d'une attention plus soutenue et, par conséquent, bénéficient d'un label de prestige, dans un environnement où les sociétés cotées sont réputées être des étalons. Cette publicité peut lui apporter des opportunités d'affaires et des clients. Les entreprises bénéficient d'un plus grand pouvoir de négociation envers leurs partenaires d'affaires.

Au niveau des investisseurs, le bénéfice est le principal motif d'investissement. Les investisseurs entrent dans le capital des entreprises cotées uniquement pour cette raison. Ils espèrent généralement recevoir des dividendes, proportionnellement supérieurs à ce qu'ils auraient reçu lors d'un investissement sans risque. Cependant, d'autres investisseurs préfèrent la plus-value au dividende, en cédant les titres une fois que la marge leur paraît satisfaisante. Le rendement recherché par les investisseurs peut se présenter sous deux formes pour le marché des actions. D'une part les dividendes et de l'autre l'éventuelle plus-value réalisée sur la cession de titres. Sur le marché obligataire, ils ont l'assurance d'un rendement à un taux fixe établi à l'avance et sur une échéance précise.

L'autre élément qui guide le processus d'investissement dans une société cotée est le contrôle de celle-ci par l'entremise d'une participation.

Les investisseurs qui, seuls ou de manière collégiale atteignent les franchissements de seuils ne s'intéressent plus seulement au rendement ponctuel de leur investissement, mais souhaitent s'impliquer dans la gestion de l'entreprise, et contribuer à la détermination de ses orientations stratégiques et à ses diverses politiques. Avec un pouvoir qui sera proportionnel à leur participation, ces investisseurs deviendront des acteurs incontournables pour la société. Les introductions en bourse sont également source d'emplois.

3.2. Création d'emplois

Les investissements en biens d'équipement servent d'un point de vue économique à élargir les capacités de production. Ces rénovations au niveau des équipements ont tendance à apporter un mieux être à la clientèle, à élargir sa cible mais surtout cela sous-tend le besoin d'une main d'œuvre qualifiée pour mener à bien ses services. Par exemple, la Bank Of Africa qui de par son introduction en bourse a eu à accroître ses chiffres d'affaires, à se constituer un réseautage, qui lui ont permis d'ouvrir d'autres représentations dans d'autres pays et ces représentations aura besoin de personnes pour travailler d'où la synergie entre introduction en bourse et réduction du chômage dans les pays de la zone monétaire. Elle a ouvert 19 agences et 26 distributeurs automatiques de billets, a amélioré la proximité de la Banque avec la clientèle tant dans les grandes villes qu'en province et emploie 195 collaborateurs. De plus, les investissements accroissent la productivité du travail en général et autorisent, de ce fait, un relèvement durable des salaires réels sans destruction d'emplois. En effet, lorsqu'une société est cotée, elle est dans la mesure du possible obligée d'avoir de bons résultats car il y va de sa renommée ainsi que sa notoriété. De par ses résultats, elle peut attirer encore plus d'investisseurs et grossir le nombre de sa clientèle. De plus, la création du marché boursier en lui-même constitue une source d'emplois car sa mise en place nécessite la naissance des SGOI pour les ouvertures de comptes et cela témoigne d'une main-d'œuvre ; même certaines catégories qui sont plus dans des initiatives personnelles mais faisant partie de l'écosystème du marché tels que les démarcheurs constituent des postes qui emploient des personnes.

Conclusion

La BRVM a été mise en place après plusieurs rencontres d'échanges des acteurs de la zone UEMOA. Née de la défunte BVA, elle démarre ses activités dès 1998 suite à l'installation des membres de l'organe régulateur du marché, le CREPMF. La bourse régionale constitue le moyen pour aider au redressement de l'économie des pays de la zone UEMOA. Les différents éléments qui la composent sont les actions, les obligations. Elle est régie par des indices et un fonctionnement qui lui est propre.

Ce marché boursier est également dans l'optique de transformer les populations d'agriculteurs en investisseurs. Dès l'entame de ses activités, celle-ci procède à des séances de sensibilisation et de promotion tout en mettant en avant l'importance des investissements sur le marché. Ces actions ont contribué à améliorer les rapports entre la BRVM et l'UEMOA à travers l'augmentation du nombre de sociétés cotées et de lignes obligataires émises sur le marché. De plus, la mise en cotation des entreprises a permis d'accroître leur visibilité sur le plan régional et même international. Pour les investisseurs, le bénéfice est le principal rendement du fait du partage des dividendes des entreprises cotées. Toutes ses activités ont eu des répercussions positives dans les différents pays car, représentant une source d'emplois pour les populations. L'apport de la bourse a été bénéfique pour la zone monétaire mais toutefois elle regorge des limites du fait de la prédominance de la Côte d'Ivoire sur le marché au détriment des autres Etats.

Références bibliographiques

- Bakayoko Lanciné** (2014), « Un départ incertain, un avenir prometteur » in *Fraternité Matin*, Abidjan.
- Bah Bernadette** (2002), « Marché Boursier » in *Fraternité Matin*, Abidjan.
- Coulibaly Constant** (1997), « Marché boursier : la BVA disparaîtra » in *Fraternité Matin*, Abidjan.
- Coulibaly Constant** (1997), « Une si longue marche » in *Fraternité Matin*, Abidjan.
- Goore Bi Hue** (2013), « BRVM : Vers le top 5 africain à l'horizon 2020 » in *Fraternité Matin*, Abidjan.

Nguimeya Joseph Félix Zogning (2009), *Performances des entreprises cotées et perspectives de croissance économique : cas de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'Afrique de l'Ouest*, Maîtrise en Sciences comptables, Université du QUEBEC.

Tho Zahigbeu Ambroise (2009), *Introduction d'une société à la BRVM : enjeux et procédures*, Mémoire de fin de formation-DESS Hautes Etudes en Gestion de la Politique Economique, Université de Cocody.